

Canada 



POSSIBILITÉS RURALES, PROSPÉRITÉ NATIONALE
UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
DU CANADA RURAL

Personnes-ressources

Infrastructure Canada
180, rue Kent, bureau 1100
Ottawa (Ontario) K1P 0B6
Ligne d'information publique : 613-948-1148
Ligne sans frais : 1-877-250-7154
ATS : 1-800-465-7735
Courriel : infc.info.infc@canada.ca

Cette publication peut être consultée à l'adresse suivante :
<http://www.infrastructure.gc.ca/pub/index-fra.html>.

Autorisation de reproduction

À moins d'indications contraires, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Infrastructure Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Infrastructure Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Infrastructure Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante : infc.info.infc@canada.ca.

© Sa Majesté du chef du Canada, représentée par le ministre responsable du Bureau de l'infrastructure du Canada, juin 2019.

Possibilités rurales, prospérité nationale : une stratégie de développement économique du Canada rural

Numéro de catalogue : T94-13/2019F-PDF

ISBN : 978-0-660-31482-2

Also available in English under the title: Rural Opportunity, National Prosperity: An Economic Development Strategy for Rural Canada

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DE LA MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RURAL	1
POURQUOI LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RURAL EST-IL UNE PRIORITÉ?	3
La toute première ministre du Développement économique rural du Canada	4
L'état du Canada rural et ses principaux défis	5
UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA RURAL	6
Ce que les Canadiens vivant en milieu rural nous ont dit	6
Les objectifs de la Stratégie de développement économique rural	7
LES LIEUX : BÂTIR DES COLLECTIVITÉS RURALES	8
Étendre le réseau d'Internet haute vitesse et la connectivité sans fil à tous les Canadiens	8
Une stratégie de connectivité pour le Canada	11
Renforcer l'économie rurale pour créer des emplois et des occasions d'affaires pour les Canadiens	12
Renouveler les infrastructures rurales pour favoriser l'essor économique	15
Renforcer les collectivités rurales pour protéger les Canadiens contre les changements climatiques	17
LES GENS : SOUTENIR LES CANADIENS VIVANT EN MILIEU RURAL	20
Préparer les Canadiens vivant en milieu rural pour les emplois d'aujourd'hui et de demain	20
Logements abordables et accessibles aux Canadiens vivant en milieu rural	23
Attirer de nouveaux arrivants dans les collectivités rurales	25
PARTENARIATS : TRAVAILLER MIEUX ENSEMBLE	28
FEUILLE DE ROUTE VERS L'AVENIR	31
ANNEXE : STRATÉGIES COMPLÉMENTAIRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA	32
Politiques et stratégies nationales	32
Agences de développement régional du Canada : un fructueux modèle de progrès	34
Stratégies de croissance régionale du Canada	35
VOUS SOUHAITEZ EN SAVOIR PLUS? COMMUNIQUEZ AVEC NOUS	36
Centre de développement économique rural	36
Agences de développement régional du Canada	36

MESSAGE DE LA MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RURAL

À titre de toute première ministre du Développement économique rural du Canada, je suis fière de présenter la Stratégie de développement économique rural du gouvernement du Canada.

Cette stratégie est le fruit de plusieurs mois de tournée nationale et de rencontres avec les Canadiens vivant en milieu rural, notamment dans les collectivités de The Pas, au Manitoba; de Clarendville, à Terre-Neuve-et-Labrador; de Low, au Québec; et de Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest. Elle s'appuie sur le travail mené par notre gouvernement depuis son entrée en fonction : les priorités du milieu rural sont aussi celles de notre gouvernement.

Depuis ma nomination par le premier ministre, j'ai parcouru le pays et constaté comment les collectivités rurales se réinventent pour s'adapter à un monde changeant.

Les Canadiens vivant en milieu rural que j'ai rencontrés avaient une idée très claire des ressources dont leur collectivité avait besoin pour prospérer et s'épanouir. Leurs récits et suggestions ont inspiré et orienté notre stratégie.

Nous nous sommes entretenus avec des résidents et des leaders des collectivités rurales, qui nous ont parlé de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, des pressions exercées par la concurrence mondiale et de l'impact du manque de logements abordables sur la vitalité et la durabilité des collectivités.

Les parents nous ont raconté le départ de leurs enfants qui veulent poursuivre des études supérieures et avoir un accès à un service Internet haute vitesse fiable. Ils nous ont aussi parlé de leurs propres parents qui quittent leur région pour s'établir dans des communautés résidentielles plus abordables, dotées de services de santé accessibles.

Près de 20 % de la population canadienne vit au sein de collectivités rurales, éloignées, autochtones, côtières ou du Nord, et ces collectivités sont responsables d'environ 30 % de la production économique canadienne. La diversité géographique et climatique qui les caractérise présente des défis uniques; il n'existe pas de solution universelle pour répondre à leurs besoins.





POURQUOI LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RURAL EST-IL UNE PRIORITÉ?

Les collectivités rurales jouent un rôle essentiel dans l'économie, la culture et le tissu social du Canada. Elles travaillent avec les centres urbains pour que notre pays soit tel qu'il est, un pays riche et prospère.

Les collectivités rurales sont une partie intégrante de l'économie canadienne et elles sont présentes dans les secteurs de la fabrication, de la haute technologie et du tourisme. Elles occupent le premier rang dans l'économie liée aux ressources au Canada.

Les Canadiens en milieu rural travaillent dans les secteurs de l'agriculture, des mines, du pétrole et du gaz, de la foresterie, de la pêche et de l'aquaculture. Ces secteurs sont depuis longtemps des centres d'expertise au Canada et ils représentent aujourd'hui certaines des industries les plus avancées sur le plan technologique au pays. Ils font appel à l'intelligence artificielle, aux systèmes d'agriculture de précision, aux drones, aux sciences biologiques et à d'autres technologies d'avant-garde.

Un pays ne peut prospérer que si ses collectivités rurales connaissent le succès, qu'elles sont concurrentielles et que leurs habitants s'y épanouissent.

Cependant, le Canada rural, comme le reste du pays, doit surmonter les défis qui lui sont propres. Le Canada change rapidement, ce qui a un impact direct sur les collectivités rurales. Les nouvelles technologies transformatrices créent des possibilités colossales pour le Canada rural, mais en même temps, elles pourraient être source de perturbations pour les collectivités et leurs travailleurs.

Les changements climatiques ont aussi un impact direct sur les ressources qu'exploitent certaines collectivités et sur leurs méthodes d'exploitation.

Ces changements auront des effets sur l'emploi, la formation, la migration, les besoins en matière de logement et bien d'autres aspects des collectivités rurales, et c'est pourquoi il est essentiel que celles-ci se préparent à ces changements. Afin de positionner le Canada rural pour qu'il connaisse la prospérité à l'avenir, il est important de reconnaître que les collectivités rurales ne sont pas toutes pareilles.

Des représentants d'un bon nombre d'entre elles nous ont dit qu'il suffit souvent d'un seul changement important pour que le potentiel d'une collectivité puisse se réaliser. Par exemple, la route entre Inuvik et Tuktoyaktuk, dans les Territoires du Nord-Ouest, a permis de résoudre bon nombre de problèmes pour la collectivité de Tuktoyaktuk, qui tire désormais profit de nouvelles possibilités dans le domaine du tourisme et de coûts réduits de transport des produits et services.

Notre intention est de soutenir les collectivités rurales au fur et à mesure qu'elles se développent, et d'investir dans des outils et des solutions qui permettront d'offrir de nouvelles possibilités à leurs résidents.

Grâce à la Stratégie de développement économique rural, le gouvernement du Canada soutient des collectivités rurales fortes et résilientes en tant que partie intégrante de l'économie canadienne.

LA TOUTE PREMIÈRE MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RURAL DU CANADA

Le 14 janvier 2019, le premier ministre Justin Trudeau a nommé l'honorable Bernadette Jordan au nouveau poste de ministre du Développement économique rural.

La ministre Jordan donne aux Canadiens des régions rurales une voix au sein du Cabinet. Elle défend les points de vue, les possibilités économiques et la qualité de vie du Canada rural. La ministre dirige aussi le déploiement des investissements visant les infrastructures et les services à large bande dans les régions rurales du Canada. La ministre est appuyée par une équipe de fonctionnaires dévoués du Centre de développement économique rural d'Infrastructure Canada, qui travailleront en étroite collaboration avec les agences de développement régional du Canada et de nombreux autres ministères fédéraux pour aider les collectivités rurales à mieux comprendre nos programmes et services et à mieux s'y retrouver.

Plus important encore, le rôle de la ministre est de soutenir les Canadiens des régions rurales en tant que partenaires dans la mise en œuvre des programmes et des politiques qui auront une incidence sur leur collectivité. Il s'agit notamment de fournir un point central où les Canadiens des régions rurales peuvent échanger des idées et des préoccupations. Le mandat de la ministre Jordan complète celui de nombreux autres ministres du gouvernement fédéral, qui appuie une approche pangouvernementale visant à renforcer la conception et la prestation des initiatives du gouvernement du Canada afin qu'elles soient plus accessibles et mieux adaptées aux besoins du Canada rural.

« ***Les municipalités rurales doivent être des partenaires à part entière pour tracer la voie à suivre. Ce travail doit se faire en collaboration avec tous les ordres de gouvernement.*** »

Rapport de la Fédération canadienne des municipalités intitulé Les défis ruraux, des possibilités nationales à saisir





L'ÉTAT DU CANADA RURAL ET SES PRINCIPAUX DÉFIS

Un cinquième des Canadiens vit, travaille et s'épanouit dans des collectivités rurales, qui sont tout aussi diversifiées les unes que les autres que le sont les différentes régions du Canada.

Certaines collectivités sont éloignées et accessibles seulement par avion, alors que d'autres sont situées tout près des centres urbains. Beaucoup se trouvent entre les deux. Certaines sont en zone côtière, d'autres sont agricoles, et riches en ressources naturelles. Certaines sont situées dans le Nord, d'autres sont des communautés de langue officielle en situation minoritaire, et bon nombre d'entre elles sont des collectivités autochtones. Enfin, chaque collectivité rurale peut présenter une seule de ces caractéristiques ou l'ensemble de celles-ci, d'où le caractère unique de chacune d'entre elles.

Nous avons l'intention d'appuyer les collectivités rurales alors qu'elles élaborent des outils et des solutions qui offrent de nouvelles possibilités à leurs résidents, et qu'elles investissent en ce sens.

Certaines régions comptent plus de collectivités rurales que d'autres. Par exemple, près de 50 % des Canadiens qui vivent dans les provinces de l'Atlantique habitent en milieu rural, alors que c'est le cas de moins de 10 % des Britanno-Colombiens. Les collectivités rurales ont tendance à avoir une représentation autochtone plus forte, moins d'immigrants récents et une population légèrement plus âgée que les collectivités urbaines du Canada.

Sur le plan économique, les collectivités rurales jouent un rôle important dans la prospérité du Canada. En effet, elles contribuent à hauteur de près de 30 % au produit intérieur brut (PIB) total du Canada. Cependant, les collectivités rurales sont également confrontées à des défis économiques uniques : les revenus des régions rurales tendent à être inférieurs à ceux des collectivités urbaines, et les taux de chômage tendent à y être plus élevés. Aussi, plus une collectivité est éloignée d'un centre urbain, plus son taux de scolarité est bas.

Dans son ensemble, l'économie rurale est tout aussi complexe et diverse que l'est l'économie de la plupart des centres urbains du Canada.



UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA RURAL

La Stratégie canadienne de développement économique rural a été élaborée pour permettre d’aller de l’avant avec les priorités du Canada rural. Cette stratégie de base a pour fondement des suggestions présentées par des Canadiens vivant dans les régions rurales de partout au pays.

La ministre Jordan et le secrétaire parlementaire Marc Serré ont effectué une tournée dans tout le pays et ont rencontré des centaines de Canadiens vivant en milieu rural afin de discuter directement avec eux des besoins de leur région. Ils ont parlé avec des personnes vivant et travaillant dans les collectivités rurales — travailleurs forestiers, entrepreneurs et agriculteurs — ainsi qu’avec des dirigeants communautaires, des représentants d’associations et d’entreprises, des chercheurs, des représentants de municipalités et de groupes autochtones, ainsi que des ministres provinciaux et territoriaux.

Les Canadiens ont aussi été invités à présenter leurs idées directement au nouveau Centre de développement économique rural d’Infrastructure Canada.

CE QUE LES CANADIENS VIVANT EN MILIEU RURAL NOUS ONT DIT

Nous avons appris que le Canada rural fait face à des changements rapides et sans précédent, mais – et c’est encore plus important – qu’il possède une base solide pour se bâtir un avenir prospère.

Toutes les suggestions des collectivités étaient différentes et axées sur leurs besoins particuliers, mais certains thèmes et défis communs sont à souligner :

- Le besoin d’un accès à Internet haute vitesse et d’une connectivité mobile fiables et à prix abordable;
- Le désir de maintenir des économies locales dynamiques;
- Le besoin d’attirer et de retenir les talents (notamment par des initiatives de perfectionnement des compétences et d’immigration);
- Le besoin de logements abordables et accessibles;
- Le besoin d’infrastructures nouvelles ou améliorées qui sont résilientes aux changements climatiques, là où les personnes vivent et travaillent;
- Le besoin, pour les collectivités, d’avoir la capacité de planifier et de mettre en œuvre des améliorations et des changements.

Souvent, ces défis sont liés, et les collectivités ont souligné que même si les ressources sont disponibles, les programmes et services gouvernementaux sont souvent complexes à gérer ou mal adaptés aux réalités rurales.

Mais par-dessus tout, les Canadiens vivant en milieu rural ont souligné le fait qu'ils sont capables de s'adapter, mais que le gouvernement du Canada doit s'engager auprès d'eux pour faire en sorte que les ressources et les possibilités soient à leur portée, et que les politiques et les programmes gouvernementaux répondent à leurs besoins uniques.

LES OBJECTIFS DE LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RURAL

À court terme, le gouvernement du Canada travaillera en étroite collaboration avec les collectivités rurales afin de tirer parti des investissements existants et de déterminer, d'une part, les améliorations à apporter aux programmes et aux politiques et, d'autre part, les investissements à faire afin que les collectivités rurales en tirent profit. Une attention soutenue aux perspectives rurales permettra de déterminer comment les investissements fédéraux peuvent mieux servir les collectivités rurales et comment ils peuvent aider à améliorer l'accès aux possibilités émergentes et à réduire les obstacles qui se dressent devant celles-ci.

À long terme, le gouvernement du Canada démontrera un engagement indéfectible afin d'assurer la force et la résilience des collectivités rurales, et il fera des investissements stratégiques visant les priorités que les collectivités rurales ont déterminées comme étant essentielles à leur développement économique et à leur succès.

COLLECTIVITÉS, CONNECTIVITÉ ET ACCÈS NUMÉRIQUE POUR LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES

Un groupe composé de 25 collectivités du Nunavut a remporté un prix de 10 millions de dollars dans le cadre du tout premier Défi des villes intelligentes du Canada. Ces collectivités travaillent ensemble pour renforcer la résilience et améliorer la santé mentale des jeunes Nunavummiut. On crée un réseau d'espaces de création permanents dans chacune des collectivités. Ces espaces seront des carrefours sociaux sécuritaires et stimulants pour les jeunes, offrant des activités d'apprentissage numériques et basées sur la technologie STEAM, en fonction des principes de l'Inuit Qaujimajatuqangit, comme la collaboration, la résolution créative de problèmes et le partage des connaissances.





LES LIEUX : BÂTIR DES COLLECTIVITÉS RURALES

Dans l'ensemble, les Canadiens vivant en milieu rural veulent voir leur collectivité croître et prospérer. Ils veulent disposer d'infrastructures modernes, sécuritaires et durables; ils veulent occuper des emplois qu'ils aiment et qui les aident à subvenir aux besoins de leur famille; ils veulent se déplacer facilement et en toute sécurité dans leur collectivité; et ils veulent protéger leur maison et leur famille des inondations, des feux de forêt et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes.

ÉTENDRE LE RÉSEAU D'INTERNET HAUTE VITESSE ET LA CONNECTIVITÉ SANS FIL À TOUS LES CANADIENS

L'accès fiable à Internet haute vitesse est crucial pour réussir dans le monde d'aujourd'hui. Il s'agit d'une ressource essentielle pour la croissance des entreprises, la formation professionnelle, la sécurité publique, l'accès aux services et la participation au processus démocratique.

En raison de leur faible densité démographique, de leur isolement et souvent de leur topographie accidentée, il s'avère particulièrement difficile de relier les collectivités rurales et éloignées au réseau Internet. Par conséquent, en 2018, 4,9 millions de Canadiens n'avaient pas accès à des services Internet d'une vitesse d'au moins 50 Mb/s pour le téléchargement de données et de 10 Mb/s pour le téléversement de données (« 50/10 Mb/s »). En fait, seulement 37 % des ménages ruraux ont actuellement accès à des services Internet répondant à ces critères de vitesse, comparativement à 97 % des foyers en zones urbaines.

La couverture cellulaire représente aussi un problème : en 2017, 14 % des principales routes et autoroutes canadiennes ne bénéficiaient pas d'une couverture des services sans fil mobiles. Cette lacune suscite des préoccupations en matière de sécurité pour les automobilistes et les voyageurs qui auraient besoin de services d'urgence.



EXPANSION DES SERVICES À LARGE BANDE PAR SATELLITE À HAUT DÉBIT DE PROCHAINE GÉNÉRATION AU NUNAVUT

Ce projet permettra de mettre en place le réseau de base par satellite nécessaire pour rendre Internet haute vitesse disponible dans toutes les collectivités du Nunavut. Les résidents des 25 collectivités du Nunavut pourront faire des affaires en ligne, participer à des formations à distance, chercher des emplois en ligne et rester en contact avec leur famille et leurs amis.



Ce que nous avons appris

Les Canadiens vivant en milieu rural ont à maintes reprises indiqué que la lenteur et les pannes associées à la liaison Internet constituent leur problème majeur. On nous a raconté que des élèves devaient faire leurs devoirs dans les cafés locaux pour avoir accès au réseau Wi-Fi; que des entreprises devaient s'en remettre au paiement en espèces ou par chèque parce que les terminaux Interac n'étaient pas fiables; et que les gens évitaient de se brancher lors des heures de pointe parce que la connexion devenait alors trop lente.

Les Canadiens vivant en milieu rural sont d'avis que si une collectivité ne dispose pas d'une connectivité fiable et performante, il devient alors difficile de retenir les jeunes, d'attirer les talents, de faire croître les entreprises, de former les employés et d'adopter de nouvelles technologies. Le principe voulant que l'accès aux services Internet à large bande constitue un facteur essentiel de réussite fait l'objet d'un très large consensus : peu importe le lieu de résidence des citoyens canadiens, ces services devraient leur être accessibles.

Ce que nous faisons

Le gouvernement du Canada est déterminé à offrir un accès universel à Internet à large bande, et à combler les lacunes de connectivité qui touchent principalement les régions rurales et nordiques.

Grâce au programme **Brancher pour innover** et à son fonds de 500 millions de dollars, le gouvernement donne accès à la connexion Internet haute vitesse à plus de 900 collectivités rurales et éloignées et à 380 000 ménages, dont notamment 190 communautés autochtones partout au Canada.

Depuis le lancement du programme en 2016, plus de 170 projets ont reçu un financement dépassant 450 millions de dollars.

Dans le budget de 2019, le gouvernement a annoncé de nouveaux investissements de 1,7 milliard de dollars afin de créer le **Fonds pour la large bande universelle**, directement conçu pour répondre aux besoins des régions rurales canadiennes en matière de connectivité; garantir une nouvelle capacité en matière de **satellites en orbite basse**; et investir des sommes supplémentaires dans le programme Brancher pour innover.

Ces mesures s'ajouteront à l'investissement de 750 millions de dollars du Fonds pour la large bande du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, qui servira à élargir l'accès des services Internet à large bande et sans fil mobiles à travers le pays; aux efforts de la Banque de l'infrastructure du Canada, dont l'objectif est d'investir 1 milliard de dollars et de tirer parti d'au moins deux milliards de dollars en investissements additionnels du secteur privé au cours des dix prochaines années; et à l'Incitatif à l'investissement accéléré, qui encouragera le secteur privé à investir davantage dans les projets d'accès Internet haute vitesse et de couverture cellulaire en milieu rural.

Dans l'immédiat, le point central de ces efforts sera la première **Stratégie de connectivité** du Canada.

Cette stratégie engage le gouvernement à fournir un accès universel à des services Internet d'une vitesse d'au moins 50/10 Mb/s pour tous les ménages des régions rurales et éloignées et pour les communautés autochtones, ainsi qu'à renforcer la couverture cellulaire partout où les Canadiens vivent et travaillent, de même que le long des principales routes et autoroutes nationales.

La Stratégie vise à harmoniser les efforts d'élargissement de l'accès à Internet à large bande et aux services sans fil mobiles, et prévoit la création d'un centre agrandi d'expertise au sein d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada afin d'améliorer la coordination des diverses initiatives. Le gouvernement continuera également de chercher des moyens d'améliorer la couverture cellulaire dans l'ensemble du pays en tant qu'outil important de communication et de sécurité publique.

UNE STRATÉGIE DE CONNECTIVITÉ POUR LE CANADA

Le gouvernement lance la Stratégie canadienne pour la connectivité. La Stratégie est un engagement historique visant à relier tous les ménages canadiens à Internet haute vitesse (50/10) et à améliorer l'accès au cellulaire là où les Canadiens vivent et travaillent, y compris le long des routes principales et des autoroutes.

L'engagement du gouvernement, annoncé dans le budget de 2019, d'investir jusqu'à 1,7 milliard de dollars sur 13 ans dans la connectivité haute vitesse dans les collectivités rurales et éloignées, est au cœur de cette stratégie. Cela comprend le nouveau **Fonds pour la large bande universelle**, qui appuiera la fibre optique et d'autres technologies, y compris l'acquisition d'une **capacité satellitaire de pointe en orbite terrestre basse (LEO)** pour relier les collectivités canadiennes les plus difficiles à atteindre.

Le Fonds pour la large bande universelle sera spécialement conçu pour répondre aux besoins des collectivités rurales, éloignées et autochtones. Le gouvernement collaborera avec les Canadiens à la conception du fonds en 2019, en donnant aux intervenants ruraux, aux municipalités, aux fournisseurs de services Internet de toutes tailles et aux collectivités autochtones la possibilité de formuler des idées et des commentaires sur leurs priorités.

Dans le cadre de la Stratégie, le gouvernement entend également :

- Lancer un **portail à large bande** en ligne pour regrouper les multiples sources de financement offertes par les ministères et organismes fédéraux. Ainsi, les municipalités rurales sauront exactement quels sont les fonds disponibles pour les services à large bande et comment y avoir accès.
- Travailler à **réduire le fardeau administratif** en coordonnant les exigences en matière d'application dans l'ensemble des programmes de connectivité. Cela aidera les municipalités rurales, dont beaucoup n'ont qu'un seul administrateur à leur service, à mieux naviguer dans le processus de présentation des demandes.
- Améliorer **la cartographie et les données** accessibles au public sur la couverture à large bande, afin que les municipalités rurales puissent voir plus en détail où se situent les lacunes dans la couverture de leur collectivité. Cela les aidera à concevoir des projets à large bande meilleurs et plus efficaces.
- Travailler avec les intervenants à la promotion d'un accès efficace aux « **infrastructures passives** » - les poteaux, les pylônes et les conduits souterrains qui sont essentiels à la mise en place des câbles à fibres optiques et des réseaux cellulaires 5G.
- Rendre des **spectres sans fil** supplémentaires disponibles pour répondre à la demande croissante des Canadiens en matière de connectivité sans fil et pour préparer le Canada à la technologie transformatrice des réseaux sans fil 5G.
- Élaborer des **niveaux d'octroi de licences plus petits pour les spectres sans fil**, ce qui permettra aux collectivités rurales d'obtenir des licences plus spécialisées et distinctes de celles des grandes villes. Cela permettra aux petits fournisseurs de services Internet axés sur les régions rurales de concentrer leurs services sur les clients ruraux.

Dans l'ensemble, la Stratégie de connectivité permettra de mieux harmoniser les ressources et fournira un outil pour coordonner les efforts afin que tous les Canadiens — peu importe où ils vivent - profitent d'un accès abordable et fiable à Internet haute vitesse.



PROFIL EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE ET DE RÉDUCTION DES DÉCHETS : GUELPH ET COMTÉ DE WELLINGTON, EN ONTARIO

Présentée par l'un des gagnants du Défi des villes intelligentes, l'initiative Our Food Future (Notre avenir alimentaire) vise à créer la première communauté alimentaire intelligente. Grâce à l'utilisation des technologies de l'information et aux partenariats, la région travaille à la réalisation de trois objectifs :

- Accroître de 50 % l'accès à des aliments nutritifs et abordables.
- Créer 50 nouvelles entreprises alimentaires circulaires et des occasions de collaboration.
- Augmenter les revenus économiques de 50 % en réduisant ou en transformant les déchets alimentaires.

Ces efforts permettront d'optimiser la production alimentaire locale, de créer des synergies entre les entreprises locales et d'en faire profiter les résidents locaux et les visiteurs.

RENFORCER L'ÉCONOMIE RURALE POUR CRÉER DES EMPLOIS ET DES OCCASIONS D'AFFAIRES POUR LES CANADIENS

Les riches et abondantes ressources naturelles et agricoles du Canada servent depuis longtemps de fondement à l'économie canadienne, en particulier dans les régions rurales. En fait, le Canada rural est à l'origine de quelque 30 % du PIB du pays. Les secteurs des mines, de la foresterie, de l'agriculture, de la pêche, de l'extraction des ressources énergétiques et de la production d'électricité sont ceux qui contribuent le plus à cette richesse. Non seulement ils investissent de plus en plus dans l'innovation et dans les technologies propres, mais ils soutiennent d'autres secteurs, comme ceux de la fabrication à valeur ajoutée, du transport et du tourisme.

Le tourisme est un secteur à forte croissance et particulièrement prometteur. Les entreprises rurales jouissent d'avantages intrinsèques, compte tenu de leur environnement et de ses particularités naturelles, et le développement de nouvelles possibilités d'affaires dans l'écotourisme, le tourisme basé sur l'alimentation et les expériences authentiques en milieu autochtone suscite un intérêt grandissant.

Le modèle coopératif canadien

La modèle des coopératives est un moyen unique pour les Canadiens de se partager la propriété d'entreprises tout en offrant des biens et des services à leur collectivité. Fort de quelque 8 000 coopératives dans l'ensemble du pays, le secteur coopératif canadien compte parmi les plus innovateurs et les plus fortement axés sur la croissance au monde. Il fournit de l'emploi à plus de 101 000 Canadiens, dans tous les secteurs économiques, notamment dans le secteur du logement, de l'agriculture, du commerce de détail, des soins de santé et des services sociaux, de la fabrication, des services haute vitesse à large bande et de l'énergie propre.

Les coopératives sont bien souvent des solutions locales à des défis locaux. Au cours des années 1930, par exemple, huit fermiers d'une même région ont mis leurs ressources en commun pour faire construire une raffinerie de pétrole parce qu'ils n'avaient pas les moyens de payer le prix du combustible imposé par les fournisseurs. Aujourd'hui, le [Co-Op Refinery Complex](#) (en anglais seulement) est l'une des plus importantes raffineries du pays; il compte plus de 1 000 employés et dessert un large éventail d'entreprises, agricoles et autres, dans l'Ouest canadien.

En 2018, le Canada s'est engagé à verser 8,9 millions de dollars en soutien direct à 46 coopératives canadiennes afin de les aider à accéder aux programmes et aux services fédéraux; à sensibiliser les Canadiens au modèle d'affaires coopératif; et à moderniser les données du secteur coopératif.



Ce que nous avons appris

Les Canadiens des régions rurales ont d'ambitieux projets d'avenir. Ils veulent travailler en partenariat et diversifier l'économie de leur région en misant sur ses ressources et ses caractéristiques propres, en élaborant de nouveaux modèles d'affaires et en associant l'héritage du passé aux avantages du monde moderne dans le respect du caractère unique de chaque collectivité.

Selon eux, pour qu'une collectivité puisse profiter pleinement des possibilités qui se présentent, elle doit miser sur ses points forts et ses particularités. Ces points forts et ces particularités peuvent comprendre les ressources naturelles, la présence de travailleurs spécialisés et l'existence de moyens de transport et d'autres infrastructures de soutien.

Les représentants de certaines municipalités ont clairement affirmé que la volonté et la capacité de passer à l'action étaient bien présentes dans leur collectivité, mais qu'en l'absence de services à large bande et des investissements appropriés au moment voulu, ils ont de la difficulté à aller de l'avant, et en particulier à passer à l'économie numérique ou à adopter une technologie de connexion plus efficace.

Ce que nous faisons

Le programme Croissance économique régionale par l'innovation fournit du financement et un soutien adapté aux collectivités du Canada afin de les aider à créer un environnement propice au lancement et à l'expansion d'entreprises et à assurer la solidité et le dynamisme de leur économie. Des mesures comme le Réseau de développement des collectivités du Canada, qui finance des bureaux de développement de la collectivité, et l'Initiative sur les partenariats stratégiques aident les collectivités à s'adapter afin de pouvoir profiter de nouvelles occasions d'affaires.

Du soutien est également offert à certains secteurs par le biais de fonds et d'initiatives comme les Fonds des pêches, l'Initiative de foresterie autochtone, le programme Destination Emploi et l'Initiative canadienne de transition pour l'industrie du charbon.

Alors que ces programmes aident les entreprises rurales à se préparer à l'économie de l'avenir, le Service des délégués commerciaux d'Affaires mondiales Canada œuvre auprès des petites et moyennes entreprises, dont celles des régions rurales, afin de les aider à repérer des débouchés commerciaux prometteurs à l'international et à les exploiter. Ce soutien favorise l'émergence d'un milieu des affaires rural tourné vers l'avenir et concurrentiel à l'échelle mondiale.

Dans l'immédiat, le gouvernement soutient les groupes d'investissement touristique, qui stimulent l'investissement dans le tourisme rural; fait la promotion auprès des collectivités rurales du Fonds pour les expériences canadiennes, axé sur la création ou l'amélioration de produits, d'installations et d'expériences touristiques; et aide les entreprises rurales à vocation sociale à profiter des occasions d'affaires qui se présentent, grâce à la Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale. Ces activités favoriseront la croissance et la diversification des économies rurales de manière concrète, en tirant profit des caractéristiques et des possibilités de chacune.

RENOUVELER LES INFRASTRUCTURES RURALES POUR FAVORISER L'ESSOR ÉCONOMIQUE

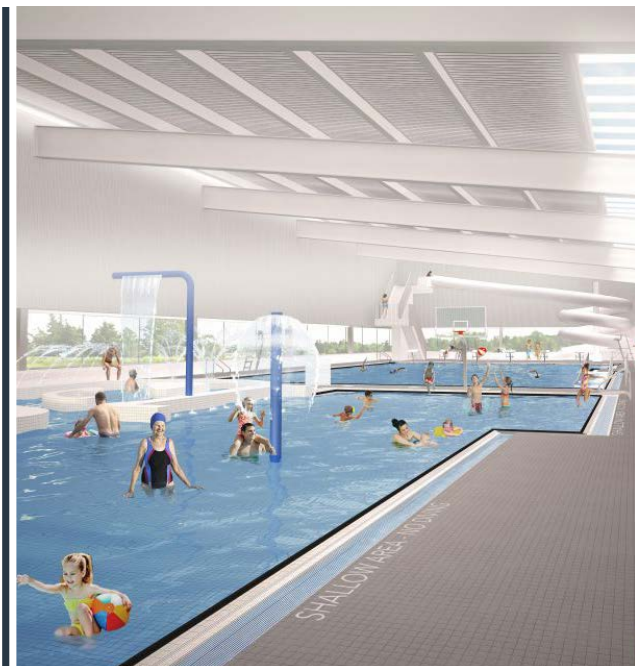
La capacité concurrentielle du Canada et la prospérité à long terme des Canadiens, qu'ils habitent dans de grandes villes ou de petites collectivités, dépendent en grande partie des infrastructures du pays, qui doivent être solides et modernes.

Le Canada, qui est le pays membre du G7 dont l'économie dépend le plus des échanges commerciaux, a grandement besoin d'un bon réseau de transport et des infrastructures connexes pour mettre sur le marché les biens qu'il produit.

La croissance simultanée de la population et de l'économie exerce une pression de plus en plus forte sur les infrastructures publiques du Canada. Il est donc urgent de mettre à niveau ou de remplacer certains éléments de ces infrastructures. En améliorant la planification et la construction de nos infrastructures, nous pourrions réduire les incidences de l'activité humaine, protéger et améliorer la qualité de l'environnement et contribuer à la santé et à la prospérité des Canadiens.

NOUVELLES INFRASTRUCTURES À EAST HANTS, EN NOUVELLE-ÉCOSSE

Un nouveau centre aquatique, l'une des plus grandes infrastructures construites dans l'histoire d'East Hants, est en construction et, une fois terminé, il offrira une variété de programmes aquatiques et non aquatiques. La combinaison d'installations, de voies de transport actif et d'espaces verts contribuera à faire du centre une plaque tournante pour la collectivité, contribuant à la santé, à la qualité de vie et au mieux-être social et physique des résidents de la région. Le centre aquatique contribuera à promouvoir des modes de vie actifs pour tous les âges tout en favorisant le développement économique et la création d'emplois.



Ce que nous avons appris

Les leaders des collectivités rurales et du milieu des affaires ont fréquemment fait état des défis que présente l'entretien d'infrastructures publiques vieillissantes. Ils affirment avoir dû retarder ou annuler des projets d'expansion de parcs commerciaux ou de construction résidentielle en raison des lacunes des infrastructures, ce qui a freiné la croissance économique.

Les infrastructures communautaires, comme les centres récréatifs et culturels, ont également été citées comme importantes pour attirer de nouveaux travailleurs et immigrants et créer des endroits où les résidents actuels veulent rester. Pourtant, de nombreux intervenants ont fait remarquer que les conditions d'accès aux programmes de financement gouvernementaux dépassent souvent les capacités ou les ressources financières d'une petite collectivité.

La capacité des collectivités de petite taille à planifier, gérer et renouveler efficacement les infrastructures est préoccupante. La [Fédération canadienne des municipalités](#) estime que 60 % des municipalités canadiennes comptent cinq employés ou moins. Ces municipalités rurales sont moins susceptibles d'avoir mis en place des plans de gestion des biens. Pourtant, les municipalités rurales possèdent jusqu'à 49 % des actifs d'infrastructure publique. En général, les municipalités rurales ont un réseau d'infrastructure étendu, mais l'assiette fiscale dont elles disposent pour financer l'entretien et le renouvellement d'un tel réseau est limitée.

Ce que nous faisons

Le gouvernement du Canada investit considérablement dans les infrastructures du pays par le biais du [plan Investir dans le Canada](#) et d'initiatives comme le [Fonds national des corridors commerciaux](#).

Dans le cadre du plan Investir dans le Canada, le gouvernement investit plus de 180 milliards de dollars à l'échelle du pays dans cinq grandes priorités d'infrastructure :

- infrastructures des collectivités rurales et nordiques;
- infrastructures de transport en commun;
- infrastructures vertes;
- infrastructures sociales;
- infrastructures liées au commerce et au transport.

En mai 2019, le gouvernement du Canada avait approuvé plus de 48 000 projets d'infrastructure, qui sont presque tous en cours de réalisation ou terminés. Le partage des coûts pour les projets d'infrastructure en milieu rural et dans le Nord est le plus souple pour tenir compte des besoins ruraux, le gouvernement du Canada pouvant couvrir jusqu'à 60 % des coûts admissibles des projets dans les petites collectivités de moins de 5 000 habitants.

En outre, le budget de 2019 prévoyait un investissement complémentaire ponctuel de 2,2 milliards de dollars au titre du Fonds de la taxe sur l'essence fédéral, qui répond aux priorités à court terme des municipalités et des communautés des Premières Nations.

Ces investissements permettent en moyenne de créer 100 000 emplois par année au profit des Canadiens; ils attirent des talents et des investissements, appuient l'innovation, permettent de s'attaquer aux changements climatiques et à leurs incidences et multiplient les possibilités d'affaires pour l'ensemble des Canadiens, tout en renforçant les collectivités de tout le pays.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les avantages pour la population canadienne du plan Investir dans le Canada, veuillez consulter le rapport [Bâtir un Canada meilleur : Rapport d'étape sur le plan Investir dans le Canada de 2016 à 2019](#).

Dans l'immédiat, le gouvernement du Canada entend continuer à collaborer avec les collectivités rurales afin d'améliorer la conception des programmes d'infrastructure fédéraux et d'encourager les collectivités à les utiliser, ainsi que pour appuyer la réalisation des [projets du Défi des villes intelligentes](#). Dans le budget de 2019, 60 millions de dollars supplémentaires ont été affectés à la Fédération canadienne des municipalités pour renforcer les capacités locales de gestion efficace des biens.

LE DÉFI DES VILLES INTELLIGENTES

Le Défi des villes intelligentes encourage la créativité et la formation de nouveaux partenariats, et il place les résidents au centre d'une approche communautaire axée sur l'innovation et la résolution de problèmes. Plus de 200 collectivités de toutes tailles et de toutes les régions du Canada ont participé au Défi et soumis des idées originales en vue de s'améliorer grâce aux données et aux technologies connectées.

Le 14 mai 2019, on a annoncé les noms des quatre gagnants choisis parmi les 20 finalistes du premier concours. Trois des gagnants sont des collectivités rurales : la ville de Bridgewater, en Nouvelle-Écosse, qui réduit la pauvreté énergétique; une coalition regroupant 25 collectivités du Nunavut, qui mettent en œuvre une approche de promotion de la vie axée sur la prévention du suicide; et le tandem formé par la ville de Guelph et le comté de Wellington, en Ontario, qui crée une économie alimentaire circulaire.

RENFORCER LES COLLECTIVITÉS RURALES POUR PROTÉGER LES CANADIENS CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les changements climatiques ont des conséquences marquées sur les collectivités rurales, en particulier dans le Nord. Les végétaux croissent plus longtemps, les habitats se métamorphosent, de nouvelles espèces envahissantes apparaissent, les conditions météorologiques sont de plus en plus imprévisibles, le pergélisol fond et le littoral s'érode. Tous ces changements modifient le paysage du Canada tel que nous le connaissons et les façons de vivre traditionnelles des Canadiens.

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie a évalué que le coût des changements climatiques s'élèverait à quelque 5 milliards de dollars d'ici 2020, et qu'il pourrait atteindre 43 milliards de dollars d'ici 2050. Les auteurs d'un rapport du Bureau du directeur parlementaire du budget publié en 2016 estiment que le gouvernement du Canada doit s'attendre à verser plus de 900 millions de dollars, au cours des cinq prochaines années, dans le cadre des Accords d'aide financière en cas de catastrophe, en raison des dommages causés par les ouragans, la foudre, les tempêtes hivernales et les inondations.

ÉNERGIES RENOUVELABLES ÉMERGENTES : LA PREMIÈRE CENTRALE GÉOTHERMIQUE AU CANADA

Une fois ouverte, une nouvelle centrale géothermique de cinq mégawatts près d'Estevan, en Saskatchewan, produira suffisamment d'énergie pour alimenter environ 5 000 foyers tout en retirant de l'atmosphère l'équivalent des émissions annuelles de 7 400 voitures. Le projet, dirigé par Deep Earth Energy Production Corporation, créera 100 emplois pendant la construction, fournira de l'énergie propre et renouvelable au réseau électrique provincial et créera de nouvelles possibilités d'affaires pour les collectivités locales.





Ce que nous avons appris

Les Canadiens des régions rurales sont préoccupés par les incidences des changements climatiques sur leurs collectivités et sur les activités qui leur permettent de subvenir à leurs besoins. Ceux qui vivent dans des collectivités insulaires ou côtières ont rappelé qu'une partie de leur littoral a été emportée par la mer. D'autres ont affirmé que les changements climatiques ont un impact croissant sur l'agriculture, et donc des conséquences à long terme sur les collectivités qui en dépendent.

Les collectivités rurales veulent être résilientes et se préparer à affronter les phénomènes météorologiques extrêmes tout en conservant leur qualité de vie.

Ce que nous faisons

Le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques est le plan élaboré par le gouvernement du Canada – avec les provinces et les territoires et à la suite de consultations auprès des peuples autochtones – en vue d'atteindre la cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Canada tout en stimulant l'économie et en renforçant notre résilience face aux changements climatiques. Ce plan comprend une approche de tarification de la pollution par le carbone à l'échelle du pays et des mesures visant à réduire les émissions dans tous les secteurs de l'économie.

On procède actuellement à la mise à jour des codes et des normes qui s'appliquent aux infrastructures et aux bâtiments afin d'en accroître la résilience, dans le cadre de l'Initiative sur les immeubles résilients aux changements climatiques et les infrastructures publiques de base et de l'Initiative de normalisation des infrastructures du Nord.

De plus, dans le cadre du plan Investir dans le Canada, plus de 26,9 milliards de dollars seront investis dans des infrastructures vertes, dont 9,2 milliards dans des initiatives visant à rendre la production d'énergie et les transports plus écoresponsables, à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à faciliter l'adaptation et la résilience face aux changements climatiques.

Le plan comprend un fonds de deux milliards de dollars, le [Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes](#), créé pour aider les collectivités à gérer les risques associés aux catastrophes récurrentes en construisant de nouvelles infrastructures ou encore en modifiant ou en améliorant les infrastructures existantes.

Ainsi, dans le nord de la Saskatchewan, un projet protégera 84 collectivités rurales contre les conséquences catastrophiques des feux incontrôlés, et en Nouvelle-Écosse, deux projets de construction de digues protégeront 60 collectivités et 20 000 hectares de terres agricoles contre les inondations du littoral de la baie de Fundy et du bassin Minas.

Dans l'immédiat, le gouvernement veille à la mise en œuvre du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, qui améliorera notre résilience et notre capacité d'adaptation aux changements climatiques et réduira les émissions de gaz à effet de serre dans les collectivités. Par l'entremise du [Centre canadien des services climatiques](#), le gouvernement du Canada s'efforcera de comprendre les besoins des collectivités rurales en matière de données climatiques afin de renforcer leur résilience face aux changements climatiques. Il s'agira notamment de trouver de meilleurs moyens de faire participer les collectivités rurales à l'utilisation des données climatiques, de mieux cerner leurs besoins en matière de données climatiques et de les encourager à intégrer les données sur les changements climatiques dans leurs processus de planification.



LES GENS : SOUTENIR LES CANADIENS VIVANT EN MILIEU RURAL

Partout au pays, les Canadiens vivant en milieu rural doivent faire face à certains défis communs, soit le soutien aux compétences et à l'emploi, les logements abordables, l'accès aux services et la capacité de trouver ou d'élaborer des solutions qui les aideront à faire croître leur collectivité.

PRÉPARER LES CANADIENS VIVANT EN MILIEU RURAL POUR LES EMPLOIS D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

En plus d'afficher un taux de chômage plus élevé que la moyenne nationale, le Canada rural fait face à des pénuries de main-d'œuvre importantes, particulièrement en ce qui concerne les travailleurs qualifiés et les travailleurs qui possèdent les compétences nécessaires pour travailler dans l'économie numérique. Par exemple, en 2014, le [Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture](#) a estimé que 26 400 emplois agricoles sont restés non pourvus, ce qui a coûté aux économies rurales 1,5 milliard de dollars en revenus perdus.

De 2010 à 2017, selon [Statistique Canada](#), les emplois dans l'économie numérique ont augmenté trois fois plus que les emplois dans le reste de l'économie. Cependant, en l'absence de connectivité à large bande, les industries et les collectivités rurales sont incapables de tirer pleinement avantage des technologies novatrices ou de la croissance de l'économie numérique.

Le tourisme est une industrie en croissance qui soutient 1,8 million d'emplois. En fait, 56 % des emplois en tourisme sont en région rurale. Dans certaines collectivités, particulièrement où la demande saisonnière est élevée, il y a une pénurie de main-d'œuvre, ce qui limite la croissance.

Les talents des Canadiens autochtones, des nouveaux arrivants et des autres groupes sous-représentés seront cruciaux pour démarrer, gérer et faire croître des entreprises en milieu rural à l'avenir.

En 2016, près de 1,7 million de personnes, ou 4,9 % de la population totale du Canada, se sont définis comme des Autochtones, avec comme âge moyen 32,1 ans, soit près de 10 ans de moins que la moyenne de la population non autochtone. Il s'agit d'une importante source potentielle de travailleurs qualifiés.

De plus, le gouvernement du Canada a établi ses cibles d'immigration nationale pour 2019 à 330 800 nouveaux arrivants, ce qui représente une base importante de talents potentiels qui pourrait permettre de remédier aux pénuries en matière de main-d'œuvre et de compétences.

Les collectivités rurales reconnaissent qu'elles devront trouver des moyens d'attirer des travailleurs venant de l'extérieur de leur collectivité immédiate pour répondre à leurs besoins croissants en main-d'œuvre.

LES BESOINS CHANGEANTS DES EMPLOYEURS DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Le marché du travail dans les régions rurales du Canada est en pleine évolution. À la scierie de Sexton Lumber, à Terre-Neuve-et-Labrador, l'automatisation et l'intégration de la haute technologie aux chaînes d'approvisionnement mondiales entraînent un besoin de nouvelles compétences, comme celles des programmeurs. À Clarendville, SubC Imaging cherche également à attirer des programmeurs et des ingénieurs pour le développement des ressources naturelles, la recherche scientifique, la défense et la sécurité. Pour aider à répondre à ces besoins en compétences et en main-d'œuvre, le Collège de l'Atlantique Nord élabore des programmes en ligne pour permettre aux apprenants des régions rurales d'acquérir les compétences dont ils ont besoin pour participer au marché local sans avoir à déménager dans les centres urbains.



Ce que nous avons appris

Les Canadiens vivant en milieu rural nous ont parlé des obstacles qui freinent leur développement économique et qui sont liés au bassin limité de candidats qualifiés et en âge de travailler. Ils nous ont également dit que la conservation des talents et le perfectionnement des compétences sont des éléments essentiels pour assurer le développement économique des collectivités rurales.

Les Canadiens vivant en milieu rural ont fourni beaucoup de raisons pour expliquer les défis liés au développement économique de leurs collectivités, notamment le coût de la vie, tout particulièrement pour le logement; le départ des jeunes qui veulent poursuivre leurs études ou qui ont trouvé un emploi ailleurs; les taux de chômage plus élevés et la plus faible participation au marché du travail; ainsi qu'un plus grand pourcentage des travailleurs qui sont à leur compte.

Ils nous ont souvent dit que les services à large bande font figure de catalyseur pour le développement économique, particulièrement parce qu'ils permettent l'apprentissage à distance, une nécessité pour que les résidents des collectivités éloignées conservent et perfectionnent leurs compétences. Pourtant, avec seulement 37 % des ménages ruraux ayant accès à l'Internet haute vitesse, le fossé numérique demeure un obstacle.

Il est aussi nécessaire d'offrir un soutien à la transition de carrière, des solutions pour la garde d'enfants et un soutien à l'intégration familiale et à l'emploi afin d'attirer et de retenir les talents dans les régions rurales.

Les entreprises ont souligné des lacunes dans les compétences d'affaires fondamentales dans les collectivités rurales, notamment dans les domaines de la comptabilité, des finances et de l'assurance, étant donné qu'un grand nombre de petites collectivités n'ont plus la capacité, les ressources ou les systèmes pour fournir cette formation.

Dans l'ensemble, les Canadiens vivant en milieu rural veulent être en mesure de contribuer et de participer à l'essor de leur collectivité de la même façon que le font les Canadiens des centres urbains. Ils veulent vivre dans des collectivités qui correspondent à leurs moyens, où ils peuvent perfectionner leurs compétences et communiquer avec des amis et des membres de leur famille partout dans le monde.

Ce que nous faisons

Chaque année, au moyen d'accords en matière de formation conclus avec les provinces et les territoires, le gouvernement investit près de 3 milliards de dollars pour soutenir des programmes provinciaux qui visent des services d'acquisition de compétences, d'orientation professionnelle et d'aide à la recherche d'emploi. Ces programmes aident les Canadiens sans emploi ou sous-employés à perfectionner leurs compétences et à obtenir leur prochain emploi.

D'autres programmes, comme la Stratégie emploi et compétences jeunesse, le Plan pour l'innovation et les compétences du Canada, le Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones et l'Allocation pour études et formation des vétérans, ciblent principalement l'emploi chez les jeunes et les Autochtones et l'amélioration des compétences et la préparation à l'emploi des Canadiens plus âgés.

Dans le Budget 2019, une nouvelle allocation canadienne pour la formation de 1,7 milliard de dollars a été annoncée. Cette allocation visait un crédit pour la formation, une prestation d'assurance-emploi de soutien à la formation et un certain nombre de stratégies axées sur l'éducation et l'emploi des jeunes, notamment une aide axée sur l'apprentissage en emploi. Cette allocation canadienne pour la formation aidera les travailleurs à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour réussir dans leur emploi actuel ou pour en trouver un nouveau. La Stratégie emploi et compétences jeunesse modernisée, qui comprend le programme Emplois d'été Canada, accorde la priorité aux projets qui appuient les possibilités offertes aux jeunes des régions rurales et éloignées.

Dans l'immédiat, le gouvernement du Canada travaille à intégrer des considérations rurales dans des programmes nouveaux et renouvelés axés sur la main-d'œuvre et les compétences. Ces programmes comprennent l'allocation canadienne pour la formation et l'apprentissage intégré au travail grâce au Programme de stages pratiques pour étudiants, afin que les Canadiens vivant en milieu rural puissent acquérir les compétences dont ils ont besoin dans la collectivité où ils habitent. Les points de vue des Canadiens des régions rurales contribueront également à l'élaboration de la Stratégie d'apprentissage.

LOGEMENTS ABORDABLES ET ACCESSIBLES AUX CANADIENS VIVANT EN MILIEU RURAL

Quel que soit l'endroit où ils vivent, les Canadiens ont besoin d'un logement abordable et accessible. Bien que les Canadiens vivant en milieu rural soient plus enclins à acheter une propriété (78 % d'entre eux sont propriétaires de leur maison, comparativement à 68 % à l'échelle nationale), se loger de façon abordable et accessible demeure difficile dans le Canada rural.

Dans les régions rurales, le nombre de logements à louer est souvent limité, ce qui réduit les options en logement pour les travailleurs saisonniers et les nouveaux arrivants. Dans les collectivités rurales, la pénurie de logements à louer s'élève à 24 %, soit le double de la moyenne nationale. Une situation qu'il faut améliorer.

Les marchés de l'habitation dans les régions rurales ont aussi tendance à être moins dynamiques que dans les centres urbains. En région, les incitatifs pour les promoteurs sont moindres, et les risques sont donc plus grands en cas de crise économique.

INVESTIR DANS LES INFRASTRUCTURES POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT FUTUR DE SELKIRK

Un projet d'infrastructure en cours à Selkirk, au Manitoba, permet à la Ville d'explorer de nouvelles possibilités de développement. Le financement accordé par le gouvernement du Canada, en partenariat avec la province du Manitoba et la Ville de Selkirk, aide à étendre le réseau de collecte des eaux usées à de nouvelles parties de la ville, ce qui permettra de construire jusqu'à 1800 nouvelles maisons, en plus de favoriser le développement commercial.



Ce que nous avons appris

Les Canadiens sont préoccupés par la hausse des coûts d'énergie et d'entretien qui joue sur leur capacité à se trouver un logement abordable. Les nouveaux arrivants ont de la difficulté à entrer dans le marché de l'habitation, les logements à louer pour les travailleurs migrants sont difficiles à trouver, et s'il n'existe pas de logements dans une région donnée, les longs déplacements créent des obstacles qui jouent sur la capacité des Canadiens vivant en milieu rural à participer à l'économie.

Les difficultés liées au logement ne sont pas les mêmes dans chaque collectivité rurale. Dans le Canada atlantique, les Canadiens nous ont dit que les plateformes de location à court terme exercent une pression sur le marché de la location, ce qui fait en sorte qu'il est difficile d'attirer des travailleurs saisonniers et des jeunes. Dans l'Ouest du pays, les Canadiens nous ont dit que le manque de logements abordables et accessibles a comme conséquence que de plus en plus de jeunes et de personnes âgées migrent vers les centres urbains, afin de vivre dans des secteurs qui sont connectés à des services abordables.

Ils nous ont également dit que même si une personne a les moyens d'avoir une maison, non seulement le marché du logement est limité, mais les infrastructures sont insuffisantes pour soutenir les nouveaux développements, et les travailleurs de métier qualifiés pour les construire manquent à l'appel.



Ce que nous faisons

Le gouvernement du Canada a lancé sa toute première Stratégie nationale sur le logement, qui s'articule autour d'un plan de 55 milliards de dollars pour améliorer l'accessibilité à un logement pour les Canadiens. Cette stratégie vise à réduire les besoins en logement pour 530 000 familles, à créer 125 000 nouveaux logements abordables, à réparer et à renouveler plus de 300 000 logements abordables, à réduire de 50 % l'itinérance chronique et, en fin de compte, à changer la situation liée au logement au Canada.

L'objectif principal de la Stratégie nationale sur le logement est aussi de répondre aux besoins en matière de sécurité du logement des Canadiens, notamment les Canadiens vivant en milieu rural, en portant une attention particulière aux populations les plus vulnérables comme les personnes âgées, les Autochtones ou les femmes et les enfants qui fuient la violence familiale.

Le Fonds national de co-investissement pour le logement, un programme phare, comporte des dispositions qui font la promotion de la participation dans les petites collectivités et de la souplesse requise pour permettre aux fournisseurs de logements dans les régions rurales de relever les défis particuliers à leur région. Le Fonds couvre une vaste gamme de besoins en logement, des refuges aux propriétés abordables. Il vise en priorité les projets qui soutiennent les partenariats entre les gouvernements, les organismes sans but lucratif, le secteur privé et les autres intervenants, afin de rendre encore plus efficaces les investissements fédéraux.

D'autres investissements en matière de logement ont été prévus dans le budget de 2019. Ils ont permis d'ajouter 10 milliards de dollars sur neuf ans dans le Financement de la construction de logements locatifs, qui fournit des prêts à faible coût afin d'encourager la construction de ce type de logements partout au Canada. De plus, un nouvel incitatif à l'achat d'une première propriété du Canada, totalisant 1,25 milliard de dollars, a été annoncé afin d'aider les acheteurs d'une première propriété, où qu'ils vivent.

Une mesure immédiate de 300 millions de dollars, le Défi d'offre de logements, a été annoncée dans le budget de 2019 et a pour but de recueillir des suggestions novatrices qui permettront d'abattre les obstacles qui freinent la construction et la rénovation de logements. Ces suggestions pourraient permettre de résoudre les préoccupations mentionnées par les Canadiens des régions rurales. Le Défi d'offre de logements invitera les municipalités et les autres groupes d'intervenants du Canada à proposer de nouvelles approches pour répondre aux besoins locaux et fournir les ressources permettant de mettre au point des solutions qui favoriseront l'offre de logements et fourniront une plateforme pour le partage de ces modèles dans toutes les collectivités du Canada.

ATTIRER DE NOUVEAUX ARRIVANTS DANS LES COLLECTIVITÉS RURALES

Pour assurer sa croissance démographique et la prestation de services essentiels comme les soins de santé, le Canada dépend de l'immigration. Les immigrants économiques (des gens dotés d'une expérience et de compétences professionnelles précises qui répondent aux besoins en main-d'œuvre du Canada) représentent près de 60 % du plan d'immigration du Canada, dont l'objectif est d'attirer 330 800 résidents permanents en 2019. La majorité des nouveaux arrivants tendent toutefois à s'installer dans les grands centres urbains du Canada, ce qui fait en sorte que les collectivités rurales profitent moins des bienfaits de l'immigration.

ACCUEILLIR DE NOUVEAUX ARRIVANTS DANS LE CANADA ATLANTIQUE

Dans la région de Miramichi, au Nouveau-Brunswick, les résidents signalent que le départ des jeunes de leur communauté est un problème majeur et récurrent. Le nombre de personnes de moins de 20 ans est passé de 14 000 à 9 000 depuis 2001, et le nombre de personnes âgées de 65 ans et plus est passé de 7 500 à 11 000 pendant la même période. Toutefois, les résidents ont signalé avoir réussi à attirer de nouveaux arrivants dans le cadre du projet pilote d'immigration de l'Atlantique. Grâce à ce programme, la collectivité a attiré et retenu 15 personnes en 2016, 85 en 2017 et 150 en 2018. Pour la première fois depuis une génération, la population a cessé de diminuer et a commencé à se stabiliser à mesure que de nouveaux Canadiens s'installent à Miramichi.



Ce que nous avons appris

Les Canadiens vivant en milieu rural nous ont dit que l'âge moyen des membres de leurs collectivités est en hausse et que l'exode des jeunes constitue un véritable enjeu. Ces deux tendances ont un impact tangible sur la création d'emplois, le maintien des compétences et la prestation de services essentiels en régions rurales.

On nous a aussi dit qu'il est difficile d'attirer les nouveaux arrivants : un grand nombre de collectivités considèrent que la connectivité Internet déficiente est un des principaux obstacles aux efforts visant à convaincre les nouveaux arrivants de s'établir en milieu rural, mais aussi d'y demeurer à long terme. L'accès limité aux services dans les collectivités rurales peut également créer des difficultés pour retenir les nouveaux arrivants dans les régions rurales du Canada.



PROGRAMME PILOTE D'IMMIGRATION DANS LES COMMUNAUTÉS RURALES ET DU NORD : ACCUEILLIR DE NOUVEAUX ARRIVANTS AU CANADA

À mesure que la population canadienne vieillit et que le taux de natalité diminue, la main-d'œuvre des régions rurales du Canada est confrontée à une diminution importante du nombre de travailleurs disponibles. Entre 2001 et 2016, le nombre de travailleurs potentiels a diminué de 23 %, tandis que le nombre de retraités potentiels a augmenté de 40 %.

Le gouvernement du Canada s'associe aux collectivités participantes qui cherchent à soutenir leur développement économique par l'immigration et leur offre un soutien pour mettre à l'essai leurs modèles communautaires novateurs visant à attirer et à retenir les nouveaux arrivants. Les collectivités sélectionnées sont les suivantes :

- Vernon et West Kootenay, en Colombie-Britannique;
- Claresholm, en Alberta;
- Moose Jaw, en Saskatchewan;
- Brandon et Rhineland, Plum Coulee, Gretna, Altona (RPCGA), au Manitoba;
- North Bay, Thunder Bay, Sault Ste. Marie, Sudbury et Timmins, en Ontario.

Le programme pilote d'immigration dans les régions rurales et nordiques s'appuie sur les succès du programme pilote d'immigration au Canada atlantique. Il sera complété par un travail continu avec les territoires pour répondre aux besoins uniques en matière d'immigration dans le Nord du Canada. Chaque année, les collectivités identifieront un certain nombre de migrants économiques qui, avec leur famille, pourront présenter une demande de résidence permanente.

Ce que nous faisons

Le gouvernement du Canada, en collaboration avec ses partenaires provinciaux et territoriaux, met constamment de l'avant des initiatives novatrices afin d'encourager les nouveaux arrivants à s'installer dans toutes les régions canadiennes. Le **Programme des candidats des provinces** a aidé des travailleurs et des étudiants internationaux qui répondent aux besoins particuliers en main-d'œuvre d'une province à obtenir leur résidence permanente. Bien que la plupart de ces nouveaux arrivants se soient établis dans les principaux centres urbains, le programme a réussi à faire passer le nombre d'immigrants s'établissant en région de 1 sur 10 en 1997, à 4 sur 10 en 2017.

Le Programme pilote d'immigration au Canada atlantique s'est appuyé sur le succès du Programme des candidats des provinces pour offrir une autre voie d'accès à la résidence permanente. Les Canadiens vivant en milieu rural nous ont mentionné que le **Programme pilote d'immigration au Canada atlantique** constitue un bon exemple de partenariat fructueux entre les gouvernements, les entreprises et les services communautaires et favorise le maintien et l'intégration des nouveaux arrivants dans la région.

Ces deux initiatives montrent que pour prendre racine dans leur nouvelle collectivité, les immigrants doivent essentiellement disposer de véritables possibilités économiques et d'un soutien communautaire fort. Afin de créer un environnement plus accueillant pour les nouveaux arrivants, ces programmes s'appuient sur la collaboration des employeurs, des organismes d'établissement et des collectivités.

Dans l'immédiat, le gouvernement du Canada lancera un nouveau programme pilote de résidence permanente pour les travailleurs de l'agroalimentaire, tel qu'on l'a annoncé dans le budget de 2019. Ce programme permettra de renforcer la main-d'œuvre dans le secteur et de poursuivre la mise en œuvre du nouveau Programme pilote d'immigration dans les collectivités rurales et du Nord, qui met à l'essai des stratégies visant à inciter les nouveaux immigrants à demeurer dans de petites collectivités.

Les données recueillies nous permettront de peaufiner les futurs programmes et d'aider un nombre croissant de nouveaux arrivants à s'établir dans les régions rurales canadiennes, contribuant ainsi à combler les besoins essentiels en main-d'œuvre de ces dernières et renforçant les économies locales.

Le 14 juin 2019, le gouvernement du Canada a annoncé que 11 collectivités participeront au programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord qui aidera les petites collectivités à accueillir de nouveaux arrivants, qui peuvent contribuer à soutenir les emplois de la classe moyenne, à combler les pénuries de main-d'œuvre et à faire de ces collectivités leur foyer permanent.



PARTENARIATS : TRAVAILLER MIEUX ENSEMBLE

Aucun ordre de gouvernement ou groupe n'est en mesure de régler à lui seul les problèmes qui touchent le Canada rural, car ceux-ci sont complexes et se déclinent à long terme. De nombreux partenaires devront donc contribuer à la recherche et à la mise en œuvre de solutions. Cela comprend les gouvernements fédéral et provinciaux-territoriaux et les administrations locales, les organisations autochtones, le secteur privé, le milieu universitaire et les organismes sans but lucratif.

Dans bien des cas, les leaders des collectivités rurales ont défini une vision en matière de progrès et ont bien hâte de travailler ensemble afin de mieux utiliser et mettre à contribution les ressources existantes et de profiter des occasions émergentes.

UN FINANCEMENT APPUIE LES COLLECTIVITÉS PROPRES ET SAINES DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Dans le village en pleine croissance de Cumberland, en Colombie-Britannique, on met en place un nouveau système d'étang d'épuration grâce au financement fédéral de la Fédération canadienne des municipalités. Ces améliorations permettront à Cumberland de respecter les normes environnementales actuelles visant les étangs d'épuration tout en augmentant sa capacité de traitement des eaux usées. Le nouveau système, plus efficace, réduira les rejets d'eaux usées pendant les tempêtes violentes et éliminera davantage de phosphore, de produits biochimiques et de solides en suspension dans les eaux usées rejetées afin de réduire leur impact environnemental sur les terres et les voies navigables environnantes.





Ce que nous avons appris

Les Canadiens vivant en région rurale nous ont dit que bien qu'ils apprécient les investissements réalisés dans leurs collectivités, le gouvernement fédéral devrait mieux arrimer ses ressources aux besoins ruraux. Bien que les programmes et politiques soient efficaces dans leurs champs d'action respectifs, le gouvernement doit faire mieux pour éviter que ses mesures individuelles fonctionnent à contre-courant ou ne remplissent pas leurs objectifs en raison d'un manque de coordination.

Les Canadiens vivant en région rurale veulent être présents à l'étape de la conception des programmes fédéraux afin de s'assurer que leurs besoins sont pris en compte dès le départ plutôt qu'une fois le programme déjà lancé.

Ce que nous faisons

Les agences de développement régional du Canada sont bien placées pour veiller à ce que les programmes et politiques du gouvernement fédéral soient intégrés sur le terrain et travaillent de manière concertée. Ces agences, en collaboration avec le **Centre de développement économique rural**, établiront de meilleures façons d'accéder aux programmes et services fédéraux et de livrer ceux-ci dans les collectivités rurales, en plus d'aider ces dernières à planifier et à exécuter leurs investissements, là où les capacités sont limitées.

De façon générale, la compétence, le mandat et l'expertise concernant bien des problèmes touchant le Canada rural relèvent des provinces et territoires, et leur collaboration sera donc essentielle pour assurer le bien-être des collectivités rurales.

À terme, l'objectif du gouvernement est de travailler en collaboration avec les collectivités rurales afin de leur donner tous les outils pour réussir. Nous reconnaissons que le Canada rural pourrait profiter d'une aide accrue pour bénéficier des programmes, initiatives et politiques qui peuvent lui apporter le soutien et les ressources dont il a besoin pour être fort sur le plan économique, prospère, et l'égal des zones urbaines.

Le Centre de développement économique rural, hébergé par Infrastructure Canada, assurera qu'une attention soutenue est portée aux questions rurales et soutiendra la ministre du Développement économique rural du Canada en :

- travaillant étroitement avec les agences de développement régional grâce à des interactions et à un partage de l'information accrue afin d'améliorer l'accès des collectivités rurales aux programmes et services fédéraux;
- favorisant la collaboration à l'échelle du gouvernement fédéral et en échangeant avec les provinces, les territoires, les collectivités, les municipalités et les organisations autochtones sur les sujets qui touchent le Canada rural, notamment en utilisant les mécanismes de coordination existants et émergents;
- fournissant un point de contact spécialisé au sein du gouvernement fédéral pour les questions rurales;
- renforçant les perspectives rurales au sein des programmes et politiques du gouvernement fédéral.

Le gouvernement poursuivra également sa collaboration avec les provinces, territoires, organisations autochtones et associations municipales afin de renforcer les capacités des collectivités rurales, notamment avec la [Fédération canadienne des municipalités](#) pour améliorer la capacité des municipalités de petite taille de construire, surveiller et entretenir des actifs d'infrastructure dans le cadre du [Programme de gestion des actifs municipaux](#).



FEUILLE DE ROUTE VERS L'AVENIR

L'engagement du gouvernement du Canada envers le Canada rural va au-delà des mesures à court terme : il s'agit des pierres d'assise des progrès futurs. Concrétiser nos objectifs en matière d'Internet et de connectivité haute vitesse est un aspect particulièrement important, car la connectivité est un outil facilitateur concernant bien des aspects du développement économique rural.

Le gouvernement poursuivra son travail avec les collectivités rurales, les organisations autochtones, les communautés de langue officielle en situation minoritaire, les municipalités, les provinces, les territoires et le secteur privé afin de déterminer les meilleures façons de répondre à leurs besoins en constante évolution.

À moyen terme, le gouvernement examinera ses programmes et stratégies, allant des compétences à l'innovation en passant par le développement des infrastructures, afin de s'assurer qu'ils sont significatifs et pertinents pour les collectivités rurales modernes.

Aussi, le gouvernement adaptera et renforcera son approche en matière de développement économique rural, améliorera ses systèmes et continuera à soutenir le développement des capacités, la planification et l'adaptation à l'échelle locale, tout en favorisant un accès juste et accru au marché.

La Stratégie de développement économique rural est une feuille de route vers l'avenir pour des collectivités rurales fortes et résilientes. Elle porte la voix des personnes qui vivent et travaillent dans le Canada rural, mais aussi celles du milieu universitaire et des organismes de recherche, et reconnaît leur résilience et leur créativité. Elle établit un cadre pour appuyer les Canadiens des régions rurales, bâtir des collectivités rurales et mieux travailler ensemble. Les priorités du Canada rural continueront d'évoluer, reflétant sa diversité et ses réalités changeantes.

Les collectivités rurales font partie intégrante du Canada et cette stratégie est le fondement de la réussite future. À long terme, l'accent mis par le gouvernement du Canada sur le développement économique rural aidera à ouvrir des débouchés ruraux partout au pays et à renforcer l'économie canadienne. Nous continuerons de travailler avec les collectivités rurales pour élaborer et investir dans les solutions qui font une réelle différence pour tous les Canadiens.



ANNEXE : STRATÉGIES COMPLÉMENTAIRES DU GOUVERNEMENT DU CANADA

POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES

La haute vitesse pour tous : La stratégie canadienne pour la connectivité (2019)

Fixe l'objectif d'un accès universel à Internet haute vitesse et d'une couverture cellulaire améliorée pour l'ensemble des Canadiens et fournit des outils et une coordination améliorée pour combler le fossé numérique.

Créer des emplois pour la classe moyenne : Une stratégie fédérale pour la croissance du tourisme (2019)

Une nouvelle stratégie fédérale, conçue en collaboration avec les Canadiens, le secteur du tourisme et d'autres ordres de gouvernement, pour exploiter pleinement le potentiel économique du secteur canadien du tourisme en plein essor.

Politique alimentaire pour le Canada (2019)

Une approche coordonnée et concertée pour s'assurer que les Canadiens ont accès à des aliments sains, soutenir la sécurité alimentaire dans les collectivités nordiques et autochtones, réduire le gaspillage alimentaire et veiller à ce que le secteur agricole et agroalimentaire du Canada continue de réussir au pays et à l'étranger.

Plan canadien pour le secteur des minéraux et des métaux (2019)

Établit des orientations stratégiques pancanadiennes pour la compétitivité de l'industrie et la réussite à long terme dans le secteur des minéraux et des métaux.

Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale (2019)

Fournit aux organismes à vocation sociale un meilleur accès au capital et aux soutiens pour les premiers stades de l'innovation et de la croissance qui permettent de s'attaquer aux défis persistants d'ordre social, environnemental et économique. Comprend le Fonds de finance sociale, de 755 millions de dollars, et le Programme de préparation aux investissements, de 50 millions de dollars.

Stratégie de diversification du commerce (2019)

Améliore la prospérité du Canada en réalisant 50 % d'exportations de plus vers les marchés d'outre-mer et en obtenant pour les exportateurs canadiens plus d'occasions de concurrencer et de réussir dans des marchés et secteurs mondiaux florissants et en rapide croissance.

Stratégie de réduction de la pauvreté (2018)

Offre une vision audacieuse pour un Canada sans pauvreté et présente le premier seuil de pauvreté officiel du Canada, ainsi que des objectifs visant à réduire la pauvreté de 20 % d'ici 2020 et de 50 % d'ici 2030.

Vers un chez-soi : Stratégie de lutte contre l'itinérance (2018)

Programme communautaire visant à prévenir et à réduire l'itinérance au Canada. Ce programme offre un financement aux collectivités urbaines, autochtones, rurales et éloignées pour les aider à répondre à leurs besoins locaux en matière de lutte contre l'itinérance.

Stratégie nationale pour le logement (2017)

Un plan de plus de 55 milliards de dollars sur 10 ans qui renforcera les collectivités et aidera les Canadiens à accéder à des logements sûrs et abordables. La Stratégie comprend des cibles audacieuses visant à réduire les besoins de logement et l'itinérance chronique.

Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques (2017)

Établit un plan national pour atteindre la cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre du Canada, renforcer la résilience face aux impacts des changements climatiques et favoriser une croissance et des emplois propres grâce à des investissements dans la technologie, l'innovation et les infrastructures.

Stratégie fédérale de développement durable (2016)

Énonce les priorités, les buts et les cibles du Canada en matière de durabilité de l'environnement et décrit ce que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux feront pour promouvoir une croissance propre, des écosystèmes sains et des collectivités sûres, sécuritaires et durables de 2016 à 2019.

Plan Investir dans le Canada (2016)

Un plan de plus de 180 milliards de dollars pour faire de nouveaux investissements historiques dans les infrastructures afin d'appuyer la croissance économique à long terme, de soutenir une économie verte à faible production de carbone et de bâtir des collectivités inclusives.

AGENCES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DU CANADA : UN FRUCTUEUX MODÈLE DE PROGRÈS

Les agences de développement régional du Canada jouent un rôle essentiel pour favoriser la croissance économique des régions rurales du Canada. Orientées par les priorités et les stratégies nationales, elles supervisent la mise en œuvre de stratégies régionales d'innovation et de croissance, et assurent la coordination avec les ministères, les provinces et territoires, les groupes autochtones, les organisations de l'industrie et les partenaires communautaires.

Les agences de développement régional soutiennent les écosystèmes régionaux d'innovation et aident les entreprises à se développer en :

- plaçant les perspectives rurales et régionales au cœur de l'élaboration des politiques et de la prise de décisions en fonction des renseignements régionaux;
- livrant des programmes sur mesure pour répondre aux besoins et aux réalités des régions;
- assurant l'accès à l'aide financière;
- rassemblant les acteurs importants des divers écosystèmes;
- soutenant le développement économique communautaire;
- veillant à ce que les stratégies de croissance régionale éliminent les écarts régionaux et s'alignent sur les objectifs du gouvernement du Canada.

Par leur présence sur le terrain dans toutes les régions du Canada et grâce à leurs réseaux avec des entreprises, des organismes sectoriels, des collectivités et des gouvernements municipaux, les agences de développement régional ont développé une solide expertise et une expérience de longue durée dans la prestation de programmes et services adaptés aux régions et sont idéalement placées pour aborder les défis régionaux particuliers dans les collectivités rurales et mettre en œuvre des initiatives adaptées aux besoins uniques du Canada rural.



STRATÉGIES DE CROISSANCE RÉGIONALE DU CANADA

Stratégie de croissance pour l'Atlantique (2016)

Le gouvernement du Canada et les quatre provinces de l'Atlantique collaborent afin de stimuler l'économie de la région, soutenir les industries autant novatrices que traditionnelles, augmenter les possibilités d'emploi pour les Canadiens de l'Atlantique et se concentrer sur les défis régionaux persistants et émergents.

Stratégie fédérale d'innovation et de croissance pour les régions du Québec (2018)

Une approche collaborative en matière de développement économique au sein du gouvernement du Canada pour soutenir l'innovation et l'esprit d'entreprise dans les régions du Québec.

Stratégie pour la prospérité et la croissance du Nord de l'Ontario (2018)

Axée sur le soutien de l'innovation, la croissance des entreprises et le développement de collectivités plus fortes, elle met de l'avant les occasions de croissance ainsi que les efforts de diversification de l'économie des collectivités du Nord de l'Ontario.

Stratégie de croissance panterritoriale (2019)

Cherche à stimuler la croissance économique, d'une manière qui reflète les avantages uniques de chaque territoire.

Vers un Sud de l'Ontario plus fort (2019)

Cible les investissements dans le Sud de l'Ontario pour mieux soutenir les forces, les possibilités et les besoins des collectivités aujourd'hui et maximiser le potentiel de croissance économique de la région. En février 2019, l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario a établi pour les secteurs ruraux une allocation de 100 millions de dollars (sur trois ans) afin de favoriser l'innovation et la croissance économique dans la région.

Stratégie de croissance de l'Ouest canadien (2019)

Un appel à l'action pour l'établissement de partenariats ambitieux et la prise de mesures visant la croissance de l'économie de l'Ouest canadien, par le renforcement de la diversification, des métiers, des compétences et des collectivités.



VOUS SOUHAITEZ EN SAVOIR PLUS? COMMUNIQUEZ AVEC NOUS

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RURAL

Téléphone : 613-948-1148 / 1-877-250-7154 (ATS : 1-800-465-7735)

Courriel : infc.rural.infc@canada.ca

Site Web : infrastructure.gc.ca

AGENCES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DU CANADA

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Téléphone : 1-800-561-7862 (ATS : 1-877-456-6500)

Courriel : information@acoa-apeca.gc.ca

Site Web : acoa-apeca.gc.ca

Agence canadienne de développement économique du Nord

Téléphone : 1-855-897-2667 (ATS : 1-800-926-9105)

Courriel : CanNor.InfoNorth.InfoNord.CanNor@canada.ca

Site Web : cannor.gc.ca

Développement économique Canada pour les régions du Québec

Téléphone : 514-283-6412 / 1-866-385-6412 (ATS : 1-844-805-8727)

Courriel : dec.serviceweb-webservice.ced@canada.ca

Site Web : dec-ced.gc.ca

FedDev Ontario

Téléphone : 1-866-593-5505 (ATS : 1-800-926-9105)

Courriel : fdo.feddevontario.fdo@canada.ca

Site Web : feddevontario.gc.ca

FedNor (Nord de l'Ontario)

Téléphone : 1-877-333-6673 (ATS : 1-866-694-8389)

Courriel : ic.fednorcomments-commentairesfednor.ic@canada.ca

Site Web : fednor.gc.ca

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

Téléphone : 780-495-4164 / 1-888-338-WEST-9378 (ATS : 1-877-303-3388)

Courriel : WD.contactus-contactez-nous.DEO@canada.ca

Site Web : wd-deo.gc.ca